

et la Coopération en Europe. L'adoption des documents d'Helsinki en 1975 a permis l'apparition du groupe de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, du Comité pour la défense des travailleurs en Pologne, des groupes d'Helsinki en Union soviétique, etc.

Helsinki a fourni la base juridique internationale permettant l'apparition de groupes qui allaient lutter pour l'établissement de la démocratie. Cela a grandement contribué aux changements actuels dans la partie orientale de l'Europe. Pour cette raison et d'autres encore, la Tchécoslovaquie fera tout son possible pour que le processus d'Helsinki continue de progresser conformément avec le développement de l'Europe au tournant du millénaire.

Les nouvelles institutions politiques, économiques, culturelles, humanitaires et de sécurité devraient être créées, qui remplaceraient graduellement, étape par étape, les structures du monde bipolaire. Ce processus en évolution est riche de possibilités pour une participation à part entière de tous les états membres des deux alliances.

Partant, nous jugeons des plus opportuns les résultats obtenus lors des pourparlers de Vienne entre les 23 états sur les forces conventionnelles en Europe. Toutefois cette phase des négociations de Vienne devrait être menée à terme aussi rapidement que possible cette année, ce qui nous permettrait de donner un nouveau mandat d'une toute autre envergure aux négociateurs pour la deuxième phase. On préparerait alors des accords qui voueraient les forces armées et leurs structures à des fins purement défensives, de telle sorte que nul pays ne disposerait de suffisamment de soldats et d'armements pour pouvoir attaquer les autres en toute impunité.

Mon pays s'est déjà lancé dans le démantèlement de l'appareil militaire. Nous poursuivrons dans ce sens. Nous nous féliciterions que les autres états participants agissent d'une manière analogue.

Nous avons accueilli avec beaucoup de satisfaction la proposition du président Bush en vue d'une réduction assez importante du contingent prévu de forces américaines et soviétiques en Europe Centrale. Le plafond de 195 000 soldats permet de répondre aux vœux des états, dont la Tchécoslovaquie, qui ne jugent pas nécessaire la présence de troupes étrangères sur leurs territoires.

Monsieur le président, nous entamons ensemble aujourd'hui des travaux axés sur une idée qui a mis 34 ans pour mûrir et se matérialiser sous la forme d'une proposition émise par le président Bush le 12 mai de l'année dernière. La Tchécoslovaquie se félicite de cette proposition et l'appuie pleinement, proposition visant la